

## BELGIQUE/LE PRINCE LAURENT, FILS CADET DU ROI, CITE COMME TEMOIN DANS UNE AFFAIRE DE FRAUDE

# Bon sang ne saurait frauder !

De notre bureau de Bruxelles Aziouz Mokhtari

Le prince Laurent, fils du roi Albert devrait être cité, aujourd'hui, comme témoin devant la 18<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Hasselt (Flandre, nord du pays). Cette comparution du fils cadet du roi a été demandée par les avocats du capitaine de vaisseau, au grade de colonel, Noël Vaessen.

Rappelons que ce procès qui défraie la chronique, ici, connu médiatiquement sous l'intitulé "affaire de la marine" concerne douze inculpés dont des officiers supérieurs de la marine, des hommes d'affaires et des cadres intermédiaires et/ou importants de l'intendance du royaume.

Les prévenus doivent répondre de nombreux chefs d'inculpation dont ceux de détournement de fonds publics, faux en écriture,



Le prince Laurent aurait, selon de nombreux prévenus, bénéficié de travaux d'aménagement gratuits pour sa demeure, la villa Clémentine à hauteur de 175 000 euros. Photo : D. R.

association de malfaiteurs, escroquerie et corruption. Le prince Laurent aurait, selon de nombreux prévenus, bénéficié de travaux d'aménagement gratuits pour sa demeure, la

villa Clémentine à hauteur de 175 000 euros. Il aurait été, aussi, destinataire d'équipements pour une fondation qu'il préside et pour des dispensaires d'animaux que cette dernière gère.

C'est un journal néerlandophone *Het Laatste Nieuw* qui a donné en scandale son retentissant écho. En recueillant les propos du colonel Vaessen, le canard flamand a permis à ce dernier de citer le prince dans cette magouille.

Pour couper court aux rumeurs donnant pour "acquise" l'impunité dont bénéficierait ce dernier, la

ministre de la Justice, Laurette Onkelinx, a fait ratifier par le roi Albert un arrêté royal permettant l'audition du prince Laurent. Lors de la traditionnelle présentation des vœux de Noël par ses compatriotes, le souverain belge n'avait pas manqué de souligner que "nul n'est au-dessus de la loi". Et pour que le droit soit dit, le ministre de la Défense, André Flehaux, s'est constitué partie civile pour défendre les intérêts de la marine donc de l'armée dans ce préjudice qui couvre une somme s'élevant à 2,2 millions d'euros. A. M.

## ANALPHABETISME

# 33 % d'analphabètes dans les pays arabes

Le taux global d'analphabétisme enregistré dans les pays arabes durant l'année 2006 s'élève à 33 %, a relevé hier à Alger la secrétaire générale adjointe des affaires sociales de la Ligue des Etats arabes, Mme Nancy Bakir.

"Le taux des analphabètes chez les populations des pays arabes, dont l'âge dépasse les 10 ans, s'élève à 33 %, alors qu'il a atteint les 50 % chez les femmes", a précisé Mme Bakir lors de la session ordinaire du Conseil exécutif du réseau arabe d'alphabetisation et d'enseignement des adultes (RAAEA), organisée à l'initiative de l'Association algérienne d'alphabetisation Iqraa en présence de la ministre de la Culture, Mme Khalida Toumi. Précisant que le taux d'enseignement obligatoire dans les pays arabes (plus de 315 millions d'habitants) est de 77 %, la représentante de la Ligue arabe a déploré, toutefois, que "12 millions d'enfants ne sont pas scolarisés dans ces pays". Pour sa part, la présidente d'Iqraa et présidente du RAAEA, Mme Aïcha Barki a souligné, à cette occasion, que l'analphabétisme en Algérie est "en permanente baisse" atteignant ainsi les 21,39 % en 2005, alors qu'il était de 85 % en 1962.

Relevant que le colonialisme reste l'une "des causes directes" de l'analphabétisme en Algérie et dans le monde arabe, Mme Bakir s'est félicitée du travail réalisé par son association consistant à instruire près 570 000 personnes dont 474 689 femmes.

Elle s'est également réjouie du lancement cette année d'un programme national visant à réduire le taux d'analphabétisme à moins de 10 %. De son côté, la ministre de la Culture a souligné la nécessité de lutter contre l'analphabétisme, notamment culturel, déplorant le manque d'intérêt que portent les populations des pays arabes à la culture. A cet effet, Mme Toumi a évoqué les efforts consentis par son département ministériel dans la lutte contre l'analphabétisme à travers notamment le travail de proximité ainsi que le contact direct avec les populations.

## ENERGIE

# Varsovie accuse Moscou de l'arrêt des livraisons de pétrole

Le gouvernement polonais a accusé hier la Russie d'être responsable de l'interruption des livraisons de pétrole russe à la Pologne et à l'Allemagne transitant par le Bélarus.

"Des problèmes apparaissent aussi en Ukraine. S'il en est ainsi, l'affaire concerne aussi la frontière russo-bélarusse, et cela veut dire que la partie russe y participe", a déclaré le vice-ministre polonais de l'Economie Piotr Naimski au cours d'une conférence de presse. "Tout cela veut dire que la Russie, pour atteindre ses objectifs au Bélarus, retient momentanément un tiers de ses exportations de pétrole", a-t-il affirmé. Les livraisons de brut ont été perturbées dans la nuit de dimanche à lundi, puis totalement interrompues hier matin sur le principal oléoduc Droujba (amitié) approvisionnant la Pologne et l'Allemagne, selon les autorités polonaises et allemandes.

La coupure des livraisons à la Pologne et à l'Allemagne intervient en plein conflit entre Moscou et Minsk sur le transit de pétrole russe par le territoire bélarusse. "Ni le Bélarus ni la Russie ne nous ont informés des perturbations dans les livraisons", a déclaré M. Naimski. "D'après nos informations, c'est le conflit entre la Russie et le Bélarus sur les prix et sur les taxes de transit sur le pétrole qui est la raison des perturbations", a-t-il ajouté. "Des explications contradictoires nous parviennent. La Russie rejette la responsabilité sur le Bélarus, et le Bélarus sur la Russie", a poursuivi le vice-ministre. "Le nombre des pays affectés directement ou indirectement par ces restrictions est assez important", a assuré M. Naimski. "Le pétrole est livré par l'oléoduc Droujba à l'Allemagne par la Pologne. Par le tronçon sud, passant par l'Ukraine, le pétrole est aussi livré à la Slovaquie, puis à la République tchèque", a souligné le vice-ministre. La Pologne est presque entièrement dépendante du pétrole russe. 96% du brut traité par ses raffineries provient de la Russie et passe par le Bélarus.

Le Bélarus avait annoncé mercredi dernier l'instauration d'une taxe de 45 dollars sur chaque tonne de pétrole russe transitant par ses oléoducs à compter du 1<sup>er</sup> janvier, provoquant de nouvelles tensions avec Moscou après les négociations tendues de fin décembre sur le gaz. La Russie a accusé hier le Bélarus de prélever illégalement du pétrole russe transitant par son territoire vers l'Europe occidentale. L'interruption des livraisons de pétrole russe à l'Allemagne et à la Pologne ne crée "aucun risque d'approvisionnement à court terme pour l'Union européenne", a indiqué de son côté la Commission européenne.

## TIMOR

# Trois femmes accusées de sorcellerie tuées et brûlées

Trois femmes accusées d'être des sorcières ont été tuées et brûlées dans leur maison qui a été incendiée au Timor oriental, ont annoncé, hier, des responsables.

Les trois victimes, âgées d'environ 70, 50 et 25 ans, ont été assassinées samedi soir à Liqueta, à environ 40 kilomètres à l'ouest de la capitale Dili.

"Les trois femmes ont été tuées avant d'être brûlées dans leur maison", a déclaré Geraldo Soares, un responsable policier de Liqueta. Il a précisé qu'elles avaient été accusées d'être des sorcières.

La police des Nations unies déployée au Timor oriental a indiqué à l'AFP qu'une équipe de la police

scientifique avait été envoyée sur place pour mener des investigations.

Ancienne colonie portugaise occupée 24 ans par l'Indonésie, le Timor oriental a été déstabilisé d'avril à juin 2006 par des violences interethniques et des divisions au sein de sa police et de son armée.

L'instabilité a conduit à l'intervention de forces étrangères pour éviter que la jeune nation ne sombre dans le chaos et la guerre civile.

Malgré l'arrivée à la tête du gouvernement du prix Nobel de la paix José Ramos-Horta, la tension n'est pas retombée et des dizaines de milliers d'habitants continuent à se masser dans des campements d'urgence.

## PAKISTAN-INDE

# Le Premier ministre indien pour "un traité de paix" avec le Pakistan



Le Premier ministre indien, Manmohan Singh. Photo : D. R.

Le Premier ministre indien, Manmohan Singh, s'est exprimé, hier à New Delhi, pour l'aboutissement d'un "traité de paix, de sécurité et d'amitié" avec le Pakistan voisin, rapportent des agences. "J'espère sérieusement que les relations entre nos pays vont devenir si amicales que nous pourrions créer un climat de confiance et être capables d'aboutir à un traité de paix, de sécurité et d'amitié", a dit M. Singh au cours d'une conférence économique. Dans le même contexte, le ministre indien des Affaires étrangères, Pranab Mukherjee, se rendra au Pakistan le 13 janvier pour une visite de deux jours, en vue de réactiver le processus de paix ouvert en janvier 2004. Lors de cette visite, il devrait inviter le président pakistanais, Pervez Musharraf, à New Delhi en avril 2007 pour une conférence de l'Association d'Asie du Sud pour la coopération régionale (SAARC), regroupant notamment l'Inde, le Pakistan et l'Afghanistan. Le Pakistan et l'Inde, rappelle-t-on, se sont déjà livrés trois guerres depuis leur indépendance en 1947. Au printemps 2002, les deux puissances nucléaires s'étaient retrouvées au bord d'un quatrième conflit. Les deux voisins ont entamé début 2004 un "dialogue global" en vue de régler les différends qui les opposent au premier rang desquels celui de la province himalayenne du Cachemire, divisée et revendiquée par les deux pays. Dans le même processus, Islamabad et New Delhi ont conclu en octobre 2005 un accord d'information réciproque avant leurs tirs de missiles balistiques.